Sociologie des institutions. Ali Dabouz Fiche de cours n° :08. Avril : 2020

 **L’individu et les pouvoirs des institutions**

**Introduction** : La démocratie est un idéal politique, caractérisée par « l’égalité des conditions »selon Alexis de TOCQUEVILLE (1805-1859). De la démocratie en Amérique, son 1er livre, publié en 1835 l’auteur livre toute sa réflexion sur la démocratie. Malgré son origine aristocratique, il s’était opposé à la monarchie et était attaché à la démocratie, ce qui explique chez lui, son refus d’adhérer au 2eme empire. Il avait, de son vivant un grand intérêt aux affaires politiques, ce qui le conduisait à étudier la nature des institutions politiques. (Barbusse et Glaymann, 2005, p. 14). Il s’engage alors, dans le processus de compréhension de ce que pouvait être pour lui le système politique américain qui, croyait-il, pouvait inspirer les nations européennes. À cet égard il disait : « *J’ai voulu y trouver des enseignements dont nous puissions profiter*».(LAFFONT, 1986, p. 49)

 **La forme de démocratie Américaine** : Tocqueville a considéré en son temps, que la forme de démocratie américaine était la plus aboutie. En ce sens, il croyait qu’elle représentait un parachèvement d’un long processus démocratique en matière de politique. Il dit à ce propos « je suis très loin de croire qu’ils aient trouvé (les américains) la seule forme de gouvernement que puisse donner la démocratie». (LAFFONT, 1986, p. 49).

Tocqueville défend la démocratie,  car « *elle apporte le bien être au plus grand nombre, plus la tranquillité et la sécurité* » (Barbusse et Glaymann, 2005, p. 15). A ce propos, il disait dans son ouvrage, « de la démocratie en Amérique » : «*la majorité des citoyens y jouira d’un sort plus prospère, et le peuple s’y montrera paisible, non qu’il désespère d’être mieux, mais parce qu’il sait être bien* » (LAFFONT, 1986, p. 46).

**Démocratie et égalité** : selon Tocqueville, **la démocratie** et **l’égalité** sont intiment liées. La preuve à cela, est que dans un système démocratique comme celui des Amériques, les positions sociales ne sont pas transmissibles par les facteurs sociaux, (facteur culturel de Bourdieu) mais, que toutes les places sociales sont acquises par le mérite et accessibles à tous. La l’égalité sociale est désormais, le fait de la règle générale du système démocratique qui règne dans la société. Ainsi, en l’absence de barrières rigides entre les strates sociales (classes sociales chez Marx), la mobilité sociale devient chose possible. Cette situation de fait, va engendrer « une égalisation des conditions de vie » qui sera synonyme d’égalité des chances, d’égalité en matière de conditions de vie pour un grand nombre d’individus. Cela, le mène à dire : « *parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n’a vivement frappé mes regards que l’égalité des conditions*». (Barbusse et Glaymann, 2005, p. 15).

Pour Alexis de Tocqueville, la démocratie s’incarne par l’égalité des conditions, car, sous l’ancien régime les individus naissaient inégaux en droit, dès lors, que chaque ordre « social » bénéficiait de droits et de devoirs qui lui étaient propres, tandis que en démocratie, les hommes aspirent à des rapports sociaux égalitaires. Dans la société moderne, cela se traduit par une égalité de droit, et donc, chaque individu a, la possibilité d’accéder à n’importe quel statut social. (MONTOUSSE, 2006, p. 22). Cependant, l’auteur n’a pas hésité à critiquer les systèmes politiques et la démocratie. A ce propos, il cite 04 dangers de la démocratie :

1. **L’individualisme**: à partir du moment où «l’égalité place les hommes à côté les uns des autres sans lien commun qui les retienne » (LAFFONT, 1986, p. 499). Des comportements individualistes et d’indifférence peuvent se manifester et se généraliser mettant en péril la constitution d’un corps social cohérant et intégré.
2. **L’anarchie** : correspond à des situations où les individus se réjouissent de leurs libertés sans limites, ce qui peut engendrer l’anarchie.
3. **Le despotisme démocratique** : dans une société démocratique, le peuple est représenté par des élus qui exercent le pouvoir politique. Cette démocratie représentative peut se transformer, en une situation de servitude, en cas où cette démocratie métamorphose des individus en citoyens passifs. Pour éviter cette situation de servitude et de dérive (politico- sociale), Tocqueville préconise la liberté de la presse pour favoriser l’émergence de l’expression individuelle.
4. **Le despotisme de la majorité** : lorsque le principe de la majorité détermine les règles en démocratie « c’est de plus en plus l’opinion qui mène le monde». Lorsque l’opinion publique est dominante, une partie de l’identité personnelle est perdue au profit des attitudes conformistes. Le danger réside dans la perte la singularité de la pensée, en plus des minorités nationales perdront leur autonomie, voir leurs droits et leur liberté. (Barbusse et Glaymann, 2005, p. 16).

 **La division du travail et l’organisation** : la division sociale du travail est souvent associée aux organisations, de la division aux objectifs fonctionnels ayant servis pour le bien être des individus dans la société. Les organisations sont en mesure d’atteindre des buts collectifs et de coordonner les conduites dans des sociétés complexes. Même si, les organisations sont très anciennes, (la famille, la mosquée, l’école, l’Etat, et autres) elles, continuent grâce à leurs systèmes de fonctionnalité à répondre aux besoins multiples des individus qui réclament toujours plus. Leur développement tient à l’extension de la modernité, dans la mesure où celle-ci, a entrainé avec elle des changements sociaux au niveau de toutes les structures de la société.

**L’individu et les interactions sociales** : pour George Simmel (1859-1918) les interactions individuelles sont à l’origine de la société. C’est dire que la société est la résultante des interactions individuelles entre les hommes. Pour Simmel les individus sont incités, voir poussés ver ses relations car « les contenus de la société » est fait de sentiments, des pulsions, des intérêts et des buts qui les animent. Ces contenus de la société sont les causes des relations sociales. (MONTOUSSE, 2006, p. 38).

**Les interactions** : produisent, selon la pensée de Simmel, des phénomènes sociaux, micro et puis, macro sociologiques. L’échange entre individus constitue le lien social le plus élémentaire. Ce lien procure des biens matériels et est à l’origine d’une existence sociale. (Ibid.p.38). Le résultat des interactions individuelles finissent par donner naissance à une forme de société stabilisée et par la suite institutionnalisée. Il donne les exemples de l’Etat, de la famille, et de l’église qui sont devenus des institutions d’influence sur les individus. Les relations sociales sont désormais guidées par des modèles d’institutions qui encadrent la liberté des individus, cela explique la stabilité et la régularité de leurs comportements. (Ibid.p.39).

On peut comprendre les formes idéales des organisations modernes à travers le modèle bureaucratique dessiné par Max Weber. Dans la société moderne, les institutions sont dotées **de pouvoirs**, (légitimes ou illégitimes), par lesquels elles exercent toutes formes d’autorité et de domination. Ainsi, « le pouvoir n’est , en réalité qu’une relation entre deux ou plusieurs personnes », il obéit à une logique de force, d’autorité mais, qu’il n’est jamais absolu au sein des organisations, parce que les acteurs pendant leurs interactions gardent en réalité, une marge de manœuvre par laquelle ils cherchent à se positionner dans la sphère des grands, et en même temps, ils travaillent pour réduire l’influence et le pouvoir des autres acteurs. (MONTOUSSE, 2006, p. 220).

**La domination**: pour assoir un pouvoir sur le principe de la force, et de la domination, Max Weber estime que «*la violence est le premier des attributs de la domination* ». Car, cette violence est présente dans ce domaine. Elle est selon l’auteur, le fait de l’Etat et des mouvements politiques ou religieux. Seulement, il faut bien savoir que nulle organisation ou institution ne détient le monopole de la violence sauf, l’institution de l’Etat. Pour weber, un pouvoir qui ne repose pas sur la violence ne pourrait pas subsister. Cela, répond au besoin de domination que les hommes du pouvoir veulent installer dans les organisations ou à l’intérieur des institutions, le but étant l’intérêt individuel ou collectif du groupe social. Quand l’action sociale devient une stratégie de pouvoir légitime ou non,  les relations entre les acteurs sont définies en termes de possession de pouvoir et de domination. Le pouvoir comme moyen de gouvernance, récompense le dévouement et l’obéissance des fidèles parmi ses hommes, par « les récompenses et les gratifications » en terme de moyens matériels comme l’argent», et les opposants sont sanctionnés, en contrepartie d’un comportement adopté et jugé hostile aux hommes dominants. (Ibid.p.220).

**Commentaire** : la sanction est une violence symbolique, son usage limité ou étendu fait preuve de capacité d’influence, ou de rapport de force attestant que le dominant possède tous les moyens de coercition sociale. Ce comportement de domination par la violence est justifié par « la raison d’Etat », un objectif existentiel qui résume l’obligation de la pérennité du pouvoir. (Ibib.p.221).

l’autorité est une forme officielle du pouvoir, qui, une fois associée à une position sociale ou un statut, à l’intérieur d’une institution devient, un despotisme par l’abus de pouvoir. Dans pareil des cas, l’obéissance à l’autorité repose sur la menace, l’influence et toutes les formes des sanctions. En conséquence à la situation, le consentement des individus va dans le sens de la révolte et la désobéissance civile, pour détrôner les puissants aux pouvoirs, jugés despotes et illégitimes. Le pouvoir est toujours vu par les citoyens comme sources de problèmes et de malheurs, surtout à ses opposants. Il est impopulaire, quel que soit sa légitimité et ses pratiques politiques. Il représente parfois, le dénie des principes de la démocratie et des libertés individuelles ou collectives.

Enfin, disons que la légitimité est une consécration de citoyens dans une démocratie participative, qu’il faut attribuer aux hommes dans la légalité institutionnelle. Le pouvoir est certes, une relation entre gouvernants et gouvernés, mais, il doit être consacré dans la légitimité du processus menant à la gouvernance de l’Etat, et non pas, par le recours à la domination par la violence.

A travers les «champs sociaux, terme à Bourdieu), le pouvoir est le représentant réaliste de l’Etat, car il l’incarne dans beaucoup de situations. Le pouvoir c’est l’Etat et vice versa ; en politique, il correspond parfaitement à l’Etat, et en économie, le détenteur des pouvoirs économiques est bien sûr l’institution. L’exercice des pouvoirs par l’institution est justifié, du fait qu’ils sont reliés à son existence même.

Pour Norbert Elias, le contrôle social s’est institutionnalisé par l’Etat, et la violence légitime a été monopolisée par les pouvoirs politiques pour la construction de l’Etat moderne. Ce dernier, a initié un processus de civilisation qui s’est soldé par la pacification des relations interpersonnelles. Cela, s’est traduit aussi par l’apparition de nouvelles formes de contrôle social émanant des institutions. C’est donc, l’Etat qui édicte les normes juridiques et les fait respecter. L’Etat devient ainsi, l’acteur central du contrôle social. (MONTOUSSE, 2006, p. 81).

Qsn°1: les mutations sociales ont favorisé l’apparition de beaucoup d’institutions, pour faire face à la complexité de phénomènes sociaux et à la multiplication des interactions humaines. De quelles institutions avez-vous besoins, dans la société? Faites une projection pour 50ans.

Chargé de cours : Ali Dabouz E-mail: ali.dabouz@univ-bejaia.dz